

**Assemblée générale**

Soixante et unième session

Documents officiels

Distr. générale
4 décembre 2006
Français
Original : anglais

Cinquième Commission**Compte rendu analytique de la 2^e séance**

Tenue au Siège, à New York, le lundi 9 octobre 2006, à 10 heures

Président : M. Yousfi (Algérie)
*Président du Comité consultatif pour les questions
administratives et budgétaires :* M. Saha

Sommaire

Point 122 de l'ordre du jour : Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

06-55940 (F)



La séance est ouverte à 10 h 10.

Point 122 de l'ordre du jour : Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies (A/61/11 et A/61/68; A/AC.5/61/3)

1. **M. Greiver** (Président du Comité des contributions), présentant le rapport du Comité des contributions (A/61/11), rappelle qu'il est nécessaire que l'Assemblée générale adopte un nouveau barème des quotes-parts à la session en cours. Conformément au mandat consultatif général du Comité, tel qu'énoncé à l'article 160 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, ainsi qu'à la demande faite par l'Assemblée générale dans sa résolution 58/1 B, tendant à ce que le Comité poursuive l'examen de la méthode applicable au futur barème des quotes-parts en se fondant sur le principe selon lequel les dépenses de l'Organisation doivent être réparties en fonction de la capacité de paiement, lors de sa soixante-sixième session, le Comité s'est penché essentiellement sur le barème des quotes-parts pour la période 2007-2009. Le Comité a également rappelé son examen de la méthode suivie pour l'établissement du barème lors de sessions antérieures.

2. Le Comité a examiné des représentations relatives au nouveau barème émanant de l'Équateur, du Japon, du Mexique et de la République bolivarienne du Venezuela; le Japon et le Mexique ont présenté des propositions concernant la méthode à utiliser pour l'établissement du nouveau barème. Le Comité a également tenu des réunions d'information avec les représentants de l'Équateur, du Mexique et de la République bolivarienne du Venezuela.

3. Toutefois, le Comité n'a pas pu se mettre d'accord sur le fait de savoir s'il a pour mandat d'examiner des propositions relatives au barème émanant directement des États Membres; certains membres ont suggéré que le Comité demande des directives de l'Assemblée générale sur ce point. Certains membres ont estimé que, eu égard au caractère politique de la proposition du Japon, le Comité n'avait pas le mandat de l'examiner mais d'autres membres ont estimé que toutes les propositions sont d'ordre politique et qu'en vertu de l'article 160, le Comité est tenu de les examiner. Le Comité a pris note des représentations et des

informations communiquées par les États Membres en question.

4. S'agissant de la méthode d'établissement du barème des quotes-parts, le Comité a réaffirmé que le barème des quotes-parts doit être établi à partir des données les plus récentes, les plus complètes et les plus comparables sur le revenu national brut. S'agissant des taux de conversion, le Comité a examiné un certain nombre de possibilités : les taux de change du marché (TCM), les taux de change corrigés des prix (TCCP), les taux de parité de pouvoir d'achat (PPA) et la méthode des taux de l'Atlas de la Banque mondiale. Il a réaffirmé sa recommandation antérieure selon laquelle il y a lieu d'utiliser des taux de conversion fondés sur les TCM pour l'établissement du prochain barème des quotes-parts, sauf s'il devait en résulter des fluctuations ou des distorsions excessives du revenu national brut de certains États Membres, exprimées en dollars des États-Unis, auquel cas il conviendrait d'utiliser les TCCP ou d'autres taux appropriés.

5. Le Comité a également rappelé que la méthode actuelle de calcul du barème prévoit des taux maximum des quotes-parts, dits taux plafond, de 22 %, un taux plafond de 0,01 % pour les pays les moins avancés et un taux minimum de 0,001 %, dit taux plancher. Le Comité a décidé de poursuivre l'examen des questions concernant la période de base, l'ajustement en raison de l'endettement et l'ajustement pour revenu faible par habitant à la lumière d'éventuelles orientations de l'Assemblée générale.

6. Le Comité a examiné un certain nombre de propositions concernant la méthode d'établissement du barème. Plusieurs États Membres voient leur quote-part augmenter sensiblement, notamment les États franchissant le seuil fixé pour l'ajustement en raison de l'augmentation de leur revenu par habitant; certains membres ont proposé des mesures visant à échelonner ces augmentations, d'autres membres s'opposant à ces mesures. Le Comité a décidé de poursuivre l'examen de la question d'une actualisation annuelle automatique du barème sur la base d'éventuelles directives de l'Assemblée générale.

7. Rappelant que les États Membres étaient en train de passer du Système de comptabilité nationale de 1968 (SNC 1968) au Système de comptabilité nationale de 1993 (SNC 1993), dans lequel la notion de produit national brut (PNB) a été remplacée par celle de revenu national brut (RNB) et compte tenu du fait que des

États Membres comptant pour plus de 92 % du produit intérieur brut mondial (PIB) ont appliqué le SNC de 1993 en mai 2005, le Comité a recommandé que le revenu national brut soit utilisé pour le calcul du barème des quotes-parts pour la période 2007-2009.

8. Le Comité a également rappelé que les données sur le montant total de la dette extérieure examinées par le Comité pour l'établissement du barème des quotes-parts, tirées en grande partie de la base de données de la Banque mondiale sur la dette, portent sur des pays dont le RNB par habitant est égal ou inférieur à 10 065 dollars. En raison de modifications apportées à la couverture des données de la Banque mondiale et de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), on ne dispose plus, pour certains pays bénéficiant dans le calcul du présent barème des quotes-parts d'un allègement en raison de l'endettement, d'informations sur l'endettement postérieures à 2002. Il a été demandé à ces pays de fournir les données nécessaires; pour les États qui n'ont pas communiqué d'informations, le Comité s'est servi des données actuellement disponibles.

9. Le Comité, lorsqu'il a examiné quels taux de conversion devraient être remplacés pour le calcul du barème des quotes-parts, s'est servi de la méthode des taux de change corrigés des prix, comme indiqué dans l'annexe II au rapport. Les paramètres initiaux suggérés l'année antérieure ont été ajustés et la nouvelle méthode a été utilisée pour ajuster les taux de conversion de l'Afghanistan, de l'Angola, du Turkménistan et du Zimbabwe. Le Comité a décidé d'utiliser les taux de change de l'ONU pour le Myanmar et la République arabe syrienne et les taux officiels pour la République démocratique populaire de Corée. Conformément à sa pratique passée et à ses recommandations concernant la méthode à suivre pour le calcul du barème des quotes-parts, il est prévu d'utiliser les taux de change du marché pour d'autres États Membres, dont l'Argentine, bien qu'un État Membre ait eu des réserves au sujet des incidences de cette décision.

10. Pour déterminer les incidences des nouvelles données sur le barème des quotes-parts pour la période 2007-2009, y compris les décisions relatives aux données et aux taux de conversion, mais non comprises les propositions concernant les modifications des méthodes à suivre pour l'établissement du barème des quotes-parts, le Comité a appliqué les nouvelles données aux méthodes utilisées pour établir le barème

actuellement appliqué. Les résultats sont présentés dans le rapport (chapitre III E), à toutes fins utiles.

11. Lorsqu'il a examiné le rapport du Secrétaire général sur les échéanciers de paiement pluriannuels ainsi que les renseignements actualisés sur l'état d'application des échéanciers au 30 juin 2006, le Comité a conclu que le système des échéanciers de paiement pluriannuels a utilement contribué à aider les États Membres à réduire le montant des arriérés dont ils sont redevables. Il a noté que l'Iraq et la République de Moldova ont effectué les derniers paiements au titre de l'échéancier et s'est félicité de la présentation d'un nouvel échéancier par le Libéria. L'Assemblée générale devrait encourager les autres États Membres ayant accumulé des arriérés à envisager la possibilité de présenter des échéanciers de paiement pluriannuels.

12. Lorsqu'il a examiné les huit demandes de dérogation à l'application de l'Article 19 de la Charte des Nations Unies, le Comité a noté que quatre des États Membres demandant une dérogation ont présenté des échéanciers de paiement pluriannuels et a encouragé tous les États Membres demandant une dérogation à l'application de l'Article 19 à envisager de présenter un échéancier de paiement, s'ils étaient à même de le faire. Sous réserve d'un certain nombre d'observations, le Comité a conclu que c'est pour des raisons indépendantes de leur volonté que les Comores, la Géorgie, la Guinée-Bissau, le Libéria, le Niger, la République centrafricaine, la Somalie et le Tadjikistan n'ont pas versé le montant minimum requis pour éviter l'application de l'Article 19 et a recommandé que ces États soient autorisés à voter jusqu'à la fin de la soixante et unième session de l'Assemblée générale. S'agissant de la demande du Tadjikistan tendant à ce que les arriérés des contributions aux opérations de maintien de la paix accumulés avant 2000 soient annulés, le Comité a conclu que cette question dépassait sa compétence en tant qu'organe consultatif technique.

13. Le Comité a noté que le Monténégro a été admis comme nouvel État Membre le 28 juin 2006 et a recommandé que, sur la base de données relatives au revenu national et à la population, le taux de contribution applicable au Monténégro en 2006 soit de 0,001 %. Il a également recommandé que le Monténégro verse les six douzièmes du montant de sa quote-part pour 2006, et que ce montant soit déduit de la quote-part de l'ancienne Serbie-et-Monténégro. S'agissant du calcul de la quote-part du Saint-Siège, le

Comité a rappelé sa recommandation, avalisée par l'Assemblée générale dans sa résolution 58/1 B, tendant à fixer le pourcentage forfaitaire annuel du Saint-Siège à 50 % du montant théorique de sa quote-part et a recommandé de continuer d'appliquer cette méthode pour la période 2007-2009. Il a également recommandé que la quote-part théoriquement applicable au Saint-Siège pour la période 2007-2009 soit fixée à 0,001 %.

14. À la conclusion de sa soixante et unième session, le Comité a noté que neuf États Membres (Comores, Géorgie, Guinée-Bissau, Libéria, Niger, République centrafricaine, Sao Tomé-et-Principe, Somalie et Tadjikistan) tombaient sous le coup de l'Article 19 de la Charte, mais qu'ils ont été autorisés à conserver le droit de vote jusqu'au 30 juin 2006. Il a également constaté que, conformément aux dispositions du paragraphe 3 a) de la résolution 58/1 B de l'Assemblée générale, le Secrétaire général a accepté en 2005 un montant équivalant à plus de un million de dollars des États-Unis dans deux monnaies autres que le dollar des États-Unis.

15. **M. Sach** (Contrôleur) souligne l'importance du versement en temps voulu des contributions pour le fonctionnement et la stabilité de l'Organisation. Ceci impliquera, en 2007, l'existence d'un nouveau barème des quotes-parts, arrêté d'un commun accord.

16. Présentant le rapport du Secrétaire général sur les échéanciers de paiement pluriannuels (A/61/68), l'intervenant rappelle que quatre échéanciers de paiement, concernant la Géorgie, la République de Moldova, Sao Tomé-et-Principe et le Tadjikistan ont été présentés avant l'adoption de la résolution 57/4 B de l'Assemblée générale, dans laquelle l'Assemblée a fait siennes les conclusions et recommandations du Comité des contributions relatives aux échéanciers de paiement pluriannuels, contenues dans le rapport du Comité sur les travaux de sa soixante-deuxième session (A/57/11). Dans certains cas, ces plans ont été révisés et la Géorgie a apporté ultérieurement de nouvelles modifications. De nouveaux échéanciers ont été présentés par le Niger en 2004, l'Iraq en 2005 et le Libéria en 2006; la République centrafricaine et la Guinée-Bissau ont indiqué qu'elles pourraient présenter des échéanciers ultérieurement.

17. Au 31 décembre 2005, l'Iraq et la République de Moldova ont achevé les versements au titre de leurs échéanciers respectifs, deux autres États Membres se

sont entièrement acquittés de leurs obligations, un État Membre a fait des versements d'un montant supérieur au montant total indiqué dans son échéancier pour la période allant jusqu'à la fin de 2005 et un État ne s'est pas acquitté des versements prévus pendant la période 2003-2005. L'intervenant note que le rapport du Comité des contributions (A/61/11) contient des renseignements à jour sur la présentation et l'état d'application des échéanciers de paiement au 30 juin 2006.

18. **Le Président** appelle l'attention de la Commission sur une lettre en date du 5 octobre 2006 adressée au Président de la Cinquième Commission par le Président de l'Assemblée générale (A/C.5/61/3), transmettant une lettre datée du 4 octobre 2006 du Gouvernement de Sao Tomé-et-Principe concernant une demande de dérogation au titre de l'Article 19 de la Charte des Nations Unies.

19. **M. Grönberg** (Finlande), parlant au nom de l'Union européenne, des pays en voie d'accession, la Bulgarie et la Roumanie, des pays candidats, la Croatie et l'ex-République yougoslave de Macédoine, des pays suivant le processus de stabilisation et d'association, à savoir la Bosnie-Herzégovine et la Serbie et, en outre, de l'Islande et de l'Ukraine, souligne l'importance qu'il y a à verser intégralement et en temps voulu les contributions mises en recouvrement. En conséquence, l'Union européenne accorde une grande importance à l'Article 19 de la Charte des Nations Unies, unique mécanisme permettant d'assurer le versement des contributions, tout en reconnaissant la nécessité de prendre en compte les difficultés réelles des États Membres.

20. Les échéanciers de paiement pluriannuels ont été un mécanisme positif pour réduire les arriérés de paiement et M. Grönberg reconnaît les efforts déployés par la Géorgie, l'Iraq, le Libéria et le Niger dans le cadre de leurs échéanciers de paiement. Quatre des huit États Membres qui ont demandé à bénéficier d'une dérogation au titre de l'Article 19 ont présenté des échéanciers de paiement pluriannuels et tous les États Membres qui demandent à bénéficier d'une dérogation devraient être encouragés à présenter des échéanciers de paiement. L'Union européenne souscrit à la recommandation du Comité des contributions tendant à ce que les Comores, la Géorgie, la Guinée-Bissau, le Libéria, le Niger, la République centrafricaine, la Somalie et le Tadjikistan conservent leur droit de vote

jusqu'à la fin de la soixante et unième session de l'Assemblée générale.

21. L'Union européenne ne considère pas favorablement les demandes de dérogation au titre de l'Article 19 qui court-circuitent le Comité des contributions et sont soumises directement à la Cinquième Commission ou qui ne respectent pas les délais fixés par l'Assemblée générale dans sa résolution 54/237 C, aux fins d'un examen équitable de ces demandes par le Comité des contributions. Tout en regrettant que le Gouvernement de Sao Tomé-et-Principe n'ait pas présenté sa demande conformément aux procédures établies, l'Union européenne accèdera sans enthousiasme à sa demande de dérogation, étant entendu que ce gouvernement honorera ses engagements relatifs à l'échéancier de paiement et respectera la procédure établie à l'avenir.

22. Passant au barème des quotes-parts pour la période 2007-2009, M. Grönberg souligne que la méthode de calcul du barème doit être stable, simple et transparente et fondée sur le principe de la capacité de paiement. L'Union européenne souscrit à l'opinion du Comité des contributions selon laquelle le barème doit être calculé sur la base du revenu national brut, qui illustre le plus précisément la capacité de paiement. Toutefois, le barème actuel ne reflète pas précisément cette capacité; ainsi, la quote-part collective de l'Union européenne se situe environ à 33 %, ce qui dépasse sensiblement sa part collective du revenu national brut, à savoir 26 %. Le barème actuel ne prend pas en compte la puissance économique des économies naissantes, qui représentent plus de 40 % des exportations mondiales et détiennent plus de 70 % des réserves de change mondiales, bien que leur contribution au budget de l'Organisation soit relativement modeste.

23. S'agissant des divers éléments de la méthode de calcul du barème, l'Union européenne propose de modifier et d'améliorer le niveau d'ajustement, actuellement faible, fondé sur le revenu par habitant, qui bénéficie seulement à un tout petit nombre de pays et aide à peine les pays les moins avancés. Elle est également en faveur d'une période de référence de six ans, ce qui permet de favoriser une prévisibilité et une stabilité accrues du barème; une période de base unique à des fins statistiques minimiserait également les distorsions résultant de l'arrondissement répété des chiffres. Elle envisagerait d'exclure l'ajustement en raison de l'endettement de la méthode de calcul du

barème, eu égard au fait que les données relatives au revenu national brut reflètent déjà correctement le coût réel du service de la dette et que cet ajustement, tout comme l'ajustement pour revenu faible par habitant, ne bénéficierait guère aux pays les moins avancés.

24. Rappelant que, lorsque l'Assemblée générale a décidé en 2000 d'abaisser le plafond dans le cas du plus important contribuant, elle est également convenue de réexaminer cette question ultérieurement, l'Union européenne note que tout accord concernant la fixation d'un plafond pour le contribuant le plus important devrait également tenir compte du principe de la capacité de paiement. Enfin, l'Union européenne souligne qu'il est important de résoudre la question des contributions mises en recouvrement et non acquittées de l'ex-Yougoslavie d'ici la fin de la partie principale de la session de l'Assemblée générale.

25. **M. Kumalo** (Afrique du Sud), parlant au nom des pays membres du Groupe des 77 et de la Chine, réaffirme que les ressources financières fournies à l'Organisation des Nations Unies doivent être suffisantes pour permettre la réalisation effective des activités qu'elle est tenue d'exécuter. Les États Membres ont l'obligation juridique d'assumer les dépenses de l'Organisation et doivent en conséquence s'employer à régler leurs contributions mises en recouvrement dans leur intégralité, en temps voulu et sans condition.

26. La capacité de paiement doit demeurer le principal critère de calcul du barème des quotes-parts. À cet égard, il est essentiel de faire en sorte que les ajustements à la méthode de calcul du barème ne se traduisent pas par des quotes-parts excessives pour les pays en développement. Le principal élément ayant des incidences sur l'application du principe de la capacité de paiement est le plafond, qui a été réduit à 22 %, pour faciliter le paiement des arriérés et améliorer la situation financière de l'Organisation des Nations Unies. Toutefois, ces objectifs ne semblent pas avoir été atteints et l'Assemblée générale doit donc entreprendre l'examen du plafond prévu au paragraphe 2 de sa résolution 55/5 C.

27. Le calcul du barème des quotes-parts doit être fondé sur les données les plus récentes, détaillées et comparables, disponibles en matière de revenu national brut. À cet égard, les pays membres du Groupe des 77 et la Chine avalisent la recommandation contenue au paragraphe 30 du rapport du Comité des contributions

(A/61/11). Le Groupe a également pris note de la référence à la parité du pouvoir d'achat contenue dans les paragraphes 27 et 28 du rapport. Toutefois, étant donné que la parité du pouvoir d'achat ne constitue pas une mesure utile de la capacité de paiement et ne satisfait pas le critère concernant l'utilisation de données fiables, vérifiables et comparables, le Groupe ne souscrira pas à une proposition tendant à l'utiliser pour le calcul du barème des quotes-parts.

28. Les éléments de la méthode de calcul du barème concernant les ajustements pour faible revenu par habitant et en raison de l'endettement, devraient être conservés. De même, le plancher et le taux maximal applicables aux pays les moins avancés devraient être maintenus à 0,001 % et 0,010 % respectivement. Plusieurs États Membres connaissant à nouveau d'importantes augmentations de leurs quotes-parts, ces augmentations devraient être échelonnées pendant la période sur laquelle porte le barème, de manière à ce qu'ils n'aient pas à assumer un fardeau excessif. La proposition tendant à introduire un taux de calcul des quotes-parts minimum pour les membres permanents du Conseil de sécurité est contraire au principe de la capacité de paiement. En outre, la proposition tendant à calculer annuellement le barème des quotes-parts, outre d'être impraticable, ne relève pas du mandat du Comité des contributions.

29. S'agissant des demandes de dérogation au titre de l'Article 19 de la Charte, M. Kumalo estime, tout comme le Comité des contributions, que le fait que les Comores, la Géorgie, la Guinée-Bissau, le Libéria, le Niger, la République centrafricaine, la Somalie et le Tadjikistan n'aient pas pu faire le versement minimum nécessaire pour éviter l'application de l'Article 19 est dû à des circonstances échappant à leur contrôle. La demande faite par Sao Tomé-et-Principe dans le document A/C.5/61/3 doit également être examinée favorablement et ces neuf États devraient donc être autorisés à voter jusqu'à la fin de la soixante et unième session de l'Assemblée générale. Il faut ne ménager aucun effort pour que toutes les demandes de dérogation futures soient présentées au Comité des contributions, conformément aux dispositions de la résolution 54/237 C de l'Assemblée générale.

30. Le Groupe des 77 et la Chine félicitent les États Membres qui ont présenté des échéanciers de paiement pluriannuels et honorent les engagements qu'ils contiennent et encouragent les États Membres ayant d'importants arriérés à envisager de présenter de tels

échéanciers, s'ils sont en mesure de le faire. Toutefois, les échéanciers de paiement pluriannuels doivent demeurer volontaires et ne doivent pas être utilisés pour faire pression sur les États Membres. Ils ne sont certainement pas une condition préalable à l'octroi de dérogations au titre de l'Article 19.

31. Enfin, le Groupe des 77 a pris note des observations faites lors de la séance précédente par le représentant de la Slovénie sur la question des arriérés de l'ex-Yougoslavie et espère examiner des propositions qui permettront de conclure rapidement cette question.

32. **M. Hill** (Australie), parlant au nom du Canada, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, dit que l'Organisation des Nations Unies s'est transformée en un fournisseur de services véritablement mondial. Elle œuvre sur le terrain dans presque toutes les régions du monde, pour améliorer la vie de personnes dans le besoin. Ces activités nécessitent des ressources importantes et les 192 États Membres ont tous la responsabilité de contribuer à les fournir.

33. Pendant 60 ans, la méthode utilisée pour répartir les dépenses de l'Organisation des Nations Unies entre ses États Membres comprenait quatre éléments essentiels : une mesure du revenu national, pour évaluer la capacité de paiement de chaque État Membre; un ajustement au motif du faible revenu par habitant; des taux maximums, ou plafonds, pour empêcher l'Organisation de devenir excessivement tributaire d'un État donné et pour éviter d'imposer un fardeau excessif sur les pays les moins avancés et des taux minima, ou planchers, qui s'appliquent à chaque État Membre.

34. D'autres éléments pris en compte dans le calcul de l'actuel barème des quotes-parts ne sont pas aussi rationnels et devraient peut-être être modifiés. L'élément relatif à l'ajustement en raison de l'endettement n'a que peu ou pas de relation démontrable avec la capacité de paiement, parce que les incidences du coût du service de la dette sont déjà prises en compte dans la méthode actuelle de calcul du revenu national brut. La capacité de paiement actuelle est mieux évaluée sur la base des données précises les plus récentes disponibles. M. Hill serait en faveur d'une période de référence plus brève, de telle sorte que le barème puisse être ajusté chaque année compte tenu de l'évolution des données. Il est également important d'assurer la cohérence de la période de

référence au fil du temps et cela ne peut être réalisé au moyen de la méthode actuelle. Les trois délégations sont disposées à examiner des propositions concernant des éléments nouveaux ou ajustés du barème, compte tenu du principe de la capacité de paiement.

35. Étant donné que le barème actuel deviendra caduc à la fin de l'année et qu'il ne pourra pas être appliqué à nouveau en l'absence d'une approbation explicite de l'Assemblée générale, la Commission doit convenir d'un nouveau barème à utiliser à compter du 1^{er} janvier 2007. Elle ne dispose pas de recommandations relatives à un nouveau barème à examiner, en raison du manque de précision dont elle a fait preuve dans les directives qu'elle a présentées au Comité des contributions. M. Hill prie donc instamment les membres de la Commission d'utiliser le tableau contenu dans les pages 14 à 29 du rapport du Comité des contributions (A/61/11) comme point de départ le plus approprié des négociations.

36. **M. Liu Zhenmin** (Chine) dit que le rapport du Comité des contributions fournit une bonne base à l'examen du barème des quotes-parts par la Cinquième Commission. La capacité de paiement a été la pierre angulaire de la méthode de calcul du barème depuis la création de l'Organisation des Nations Unies et la délégation chinoise s'oppose donc à toute proposition qui s'écarterait de ce principe. Toute tentative visant à lier les quotes-parts au statut au sein de l'Organisation est contraire à l'esprit de la Charte et compromettrait gravement la position des pays en développement.

37. La méthode utilisée pour la période 2004-2006, qui a été adoptée par consensus après de longues négociations devrait également être utilisée pour la période 2007-2009. La réforme en cours à l'Organisation requiert une base financière solide et l'emploi de la même méthode permettra de garantir que le nouveau barème soit stable et prévisible. En particulier, l'ajustement pour revenu faible par habitant devrait être conservé, étant donné que le revenu national brut tient compte non seulement de la puissance économique générale d'un État, telle qu'elle est reflétée par son revenu national, mais aussi de sa capacité de paiement effective, telle qu'elle est indiquée par son revenu par habitant. Tous les États Membres ont intérêt à ce que soit adoptée une méthode juste et équitable de calcul du barème et la délégation chinoise espère que toutes les parties pourront convenir de solutions pratiques et scientifiques.

38. Le Gouvernement chinois a honoré ses obligations financières envers l'Organisation en payant régulièrement ses contributions mises en recouvrement dans leur intégralité et en temps voulu. En outre, en sa qualité de Membre permanent du Conseil de sécurité, la Chine a également assumé des obligations financières supplémentaires au titre des opérations de maintien de la paix. Le taux utilisé pour le calcul de la quote-part de la Chine a augmenté de 107 % entre 2000 et 2004 et, si la méthode actuelle de calcul du barème est conservée, ce taux passerait à 2,716 % en 2007. Toutefois, aussi longtemps que son économie continuera à croître et sous réserve que le taux utilisé pour le calcul de la quote-part continue à être calculé sur la capacité de paiement, le Gouvernement chinois est disposé à examiner favorablement de nouvelles augmentations.

39. Toutefois, il convient de souligner qu'en dépit de son développement économique rapide, le produit intérieur brut par habitant de la Chine en 2005 n'a été que de 1 703 dollars des États-Unis, soit nettement moins que le nouveau seuil de 5 094 dollars des États-Unis. En outre, à la fin de 2005, plus de 23 millions de Chinois vivaient en deçà du seuil de pauvreté et le développement économique et la modernisation dans tous les domaines continuent à poser de graves défis.

40. **M. Kumaran** (Inde) souscrit aux conclusions du Comité des contributions concernant les demandes de dérogation au titre de l'Article 19 de la Charte et convient que les États intéressés devraient être autorisés à voter jusqu'à la fin de la soixante et unième session de l'Assemblée générale. Étant donné que les échéanciers de paiement pluriannuels sont un mécanisme utile pour réduire les arriérés de contributions, M. Kumaran félicite les États qui s'efforcent d'honorer leurs engagements en vertu de ces échéanciers. Toutefois, certains États en retard dans le paiement de leurs contributions ne sont pas en mesure de présenter des échéanciers de paiement pluriannuels et il ne faut ménager aucun effort pour les appuyer alors qu'ils en ont besoin. Dans cet esprit, il convient d'examiner favorablement la demande du Tadjikistan tendant à annuler ses arriérés antérieurs à 2000 au titre des activités de maintien de la paix. Toutefois, il n'est nullement justifié que les pays développés soient en retard dans le paiement de leurs contributions.

41. Le financement de l'Organisation des Nations Unies est fondé sur le principe fondamental et inviolable de la capacité de paiement et, s'il est possible de manipuler les statistiques pour justifier tout argument, ces pratiques vont à l'encontre de l'esprit de l'Organisation. Le plafond de 22 % imposé sur les contributions mises en recouvrement d'un État Membre constituent une distorsion du principe de la capacité de paiement et il est temps de réévaluer les incidences de cette mesure et d'agir en conséquence. Il est de l'intérêt de tous les Membres de l'Organisation qu'elle soit saine sur le plan financier. En conséquence, tous les États Membres devraient tenter de s'acquitter de leurs contributions mises en recouvrement dans leur intégralité, en temps voulu et sans condition.

42. Passant à la méthode de calcul du barème des quotes-parts pour la période 2007-2009, M. Kumaran convient avec le Comité des contributions que la méthode doit reposer sur les données les plus actuelles, complètes et comparables du revenu national brut. Il faut s'employer, par tous les moyens, à ce que ces trois critères soient satisfaits. M. Kumaran souscrit également à la recommandation contenue au paragraphe 30 du rapport du Comité des contributions.

43. Pour assurer le maximum de simplicité et de rationalité technique et pour minimiser les fluctuations à court terme, il conviendrait d'utiliser une période de référence de six ans. La période de référence pour le barème actuel est le résultat d'un compromis et n'est pas justifiée sur le plan technique. La proposition concernant le recalcul annuel devrait être étudiée avec prudence, car elle réduira probablement la prévisibilité et entraînera des dépenses administratives supplémentaires inutiles.

44. S'agissant de l'ajustement en raison de l'endettement, il conviendrait de conserver l'actuelle optique relative à l'encours de la dette, qui constitue un indicateur véritable de l'endettement d'un pays. Il conviendrait d'examiner s'il est approprié, comme on le fait actuellement, d'appliquer l'ajustement en raison de l'endettement aux pays à revenus plus élevés. En outre, l'ajustement pour faible revenu par habitant devrait continuer à être réparti uniquement entre les États Membres en deçà du seuil. M. Kumaran s'oppose à toute augmentation importante des contributions des pays en développement et serait disposé à examiner de nouvelles réductions du plancher, s'il continue à en résulter des fardeaux excessifs pour certains des États Membres les plus petits. Le Secrétariat doit coopérer

avec les États Membres qui ont des difficultés à recueillir et à présenter des statistiques concernant les revenus en temps voulu, pour que les taux de contribution ne soient pas calculés sur la base de données erronées.

45. **M. Al-Anazi** (Arabie saoudite) dit que la capacité de paiement continue à être le critère le plus approprié de calcul du barème des quotes-parts, en particulier parce qu'il a été appliqué depuis la création de l'Organisation des Nations Unies, conformément à l'Article 17 de la Charte. Bien qu'il ne soit pas parfait, le principe de la capacité de paiement demeure la méthode la plus réaliste et la plus logique de déterminer les contributions financières des États Membres aux dépenses de l'Organisation.

46. M. Al-Anazi estime, à l'instar du Comité des contributions, que les Comores, la Géorgie, la Guinée-Bissau, le Libéria, le Niger, la République centrafricaine, la Somalie et le Tadjikistan devraient bénéficier d'une dérogation au titre de l'Article 19 et être autorisés à voter jusqu'à la fin de la soixante et unième session. À cet égard, l'Arabie saoudite estime que les échéanciers de paiement pluriannuels sont un mécanisme valable pour inciter et aider les États Membres à réduire leurs arriérés.

47. L'intervenant prie instamment tous les États Membres de régler leurs contributions dans leur intégralité, en temps voulu et sans condition, pour garantir que l'Organisation puisse surmonter ses difficultés financières chroniques.

48. **M. Ferreira** (Sao Tomé-et-Principe), se référant à la lettre adressée au Président du Comité, demandant une dérogation de l'Article 19 de la Charte (A/C.5/61/3) explique que l'économie de son pays est très fragile. La longue période de déclin du cours mondial du cacao et l'augmentation du cours du pétrole brut imposent des pressions considérables sur les revenus et les niveaux de vie. La pauvreté extrême est généralisée et le chômage augmente. Sao Tomé-et-Principe a un taux d'endettement élevé par habitant et est au nombre des pays bénéficiant de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE). Il lui est impossible, à l'heure actuelle, en raison de sa situation économique et sociale, de régler sa contribution mise en recouvrement, mais il le fera dès que possible. M. Ferreira espère que la Commission prononcera une décision en sa faveur et

remercie l'Union européenne et tous les États Membres qui ont appuyé la demande formulée par son pays.

49. **M. Muhith** (Bangladesh) rappelle que, en examinant le barème des quotes-parts, le Comité des contributions a respecté son mandat général énoncé à l'article 160 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale. Il n'a pas reçu de directives de l'Assemblée générale concernant l'établissement d'un nouveau barème pour la période 2007-2009. Toutefois, il a décidé d'examiner de manière plus approfondie les questions de la période de référence, de l'ajustement en raison de l'endettement et de l'ajustement pour revenu faible par habitant. De l'avis de la délégation du Bangladesh, ces trois facteurs constituent des éléments extrêmement importants dans le futur barème des quotes-parts.

50. Le nouveau barème, dans lequel la capacité de paiement devrait demeurer l'élément principal, devrait être fondé sur des données actualisées concernant le revenu national brut. S'agissant des pays les moins avancés, la délégation du Bangladesh se prononce vigoureusement en faveur du maintien du taux plancher de 0,001 % et du taux maximal de 0,010 %.

51. Les taux de conversion devraient être fondés sur les taux de change du marché, avec certaines exceptions dans les cas où ils causeraient des fluctuations et des distorsions excessives des données concernant le revenu d'un État Membre. La parité du pouvoir d'achat n'est ni fiable ni appropriée en tant qu'élément du barème, car les taux de change applicables concerneraient uniquement les biens faisant l'objet d'un commerce. Toutefois, certains biens et services cruciaux ne peuvent pas faire l'objet d'échanges internationaux. En outre, si les prix comparés au taux de change du marché pourraient être similaires dans des pays riches et dans des pays pauvres pour des marchandises facilement commercialisées, les prix de biens et services qui ne peuvent pas être facilement commercialisés sur le marché international, peuvent facilement être jusqu'à 50 fois supérieurs dans les pays riches que dans les pays pauvres.

52. La délégation du Bangladesh appuie énergiquement les conclusions du Comité des contributions concernant les demandes soumises par huit États Membres qui souhaitent bénéficier de dérogations au titre de l'Article 19 et sa recommandation tendant à autoriser ces États Membres

à voter jusqu'à la fin de la soixante et unième session de l'Assemblée générale. Il approuve aussi la demande de la délégation de Sao Tomé-et-Principe.

53. Le mécanisme des échéanciers de paiement pluriannuels s'est révélé utile pour aider les États Membres à réduire leurs impayés, tout en démontrant leur attachement à honorer leurs obligations financières envers l'Organisation des Nations Unies. Il convient de féliciter le Libéria d'avoir présenté un échéancier de paiement pluriannuel et d'avoir effectué un versement initial. M. Muhith se félicite de ce que l'Iraq et la République de Moldova aient également effectué des versements au titre d'échéanciers de paiement pluriannuels.

54. Il est très important d'obtenir des données statistiques fiables, vérifiables et comparables concernant la situation financière des pays. Dans le cas de certains pays qui n'ont pas fourni de renseignements directement en réponse au questionnaire sur les comptes de la nation, les données utilisées sont celles qui figurent sur les sites Web de leur banque centrale ou du ministère des finances. Le fait de ne pas actualiser ces informations à la source pourrait entraîner une évaluation erronée des contributions. M. Muhith suggère de chercher à obtenir les renseignements nécessaires dans de tels cas auprès des missions permanentes des pays concernés auprès de l'Organisation des Nations Unies.

55. **M. Chem** (Cambodge) est fermement convaincu que la méthode de calcul du nouveau barème des quotes-parts devrait continuer à être fondée sur les données relatives au revenu national brut, sur des périodes de référence statistiques moyennes de six et de trois ans, sur des taux de conversion fondés sur les taux de change du marché, sauf dans les cas où les taux de change ajustés pour les prix ou d'autres taux de conversion appropriés seraient plus efficaces pour éviter les distorsions du revenu d'États Membres et sur un taux de contribution minimal de 0,001 % et un taux maximal de 0,010 % pour les pays les moins avancés.

56. M. Chem souscrit aux conclusions et recommandations du Comité des contributions concernant l'octroi d'une dérogation au titre de l'Article 19 à plusieurs États Membres en retard dans le paiement de leurs contributions et la proposition tendant à autoriser ces États à voter jusqu'à la fin de la soixante et unième session de l'Assemblée générale. La délégation cambodgienne a de la sympathie pour les

Membres qui se trouvent dans une situation difficile et sont temporairement incapables de faire face à leurs obligations financières. Les mesures visant à encourager les paiements d'arriérés devraient tenir compte de cette situation. L'échéancier de paiement pluriannuel devrait demeurer un mécanisme volontaire pour aider au versement des contributions et ne devrait pas être assorti de conditions.

57. **M. Afifi** (Égypte) dit que, pour jouer un plus grand rôle dans les affaires internationales, l'Organisation des Nations Unies doit être dotée d'une base financière saine. Tous les États Membres devraient régler leurs contributions mises en recouvrement intégralement, en temps voulu et sans condition. Dans les cas où la gravité de la situation empêche certains États Membres d'honorer leurs obligations, il convient d'accorder à ces États un traitement favorable. M. Afifi appuie la recommandation du Comité des contributions tendant à ce que ces États soient autorisés à voter jusqu'à la fin de la soixante et unième session de l'Assemblée générale. Il souscrit également à la demande faite par la délégation de Sao Tomé-et-Principe. L'Égypte encourage la présentation d'échéanciers de paiement pluriannuels, qui devraient demeurer volontaires.

58. Le principal élément de la méthode de calcul du barème des quotes-parts devait demeurer la capacité de paiement. La méthode actuelle fausse parfois l'application de ce principe et l'Égypte est prête à étudier des possibilités en vue de l'améliorer. Les meilleures illustrations de la capacité de payer résident dans les ajustements pour revenu faible par habitant et dans l'ajustement en raison de l'endettement, qui prennent en compte à la fois le revenu national et les revenus par habitants.

59. **M. Adekanye** (Nigéria) dit que le Nigéria continuera à payer ses contributions mises en recouvrement dans leur intégralité et sans condition. Le Nigéria apprécie le rôle de l'Organisation des Nations Unies dans le monde et estime qu'il incombe à tous ses Membres de fournir les ressources qui lui permettent de s'acquitter de ses mandats. La méthode de calcul du barème des quotes-parts devrait comprendre l'ajustement pour revenu faible par habitant et l'ajustement en raison de l'endettement, qui ont tous les deux des incidences directes sur la capacité de paiement d'un pays. La délégation nigériane appuie les demandes de dérogation au titre de l'Article 19 faites par huit pays, en raison de circonstances indépendantes

de leur volonté. La demande de Sao Tomé-et-Principe doit également être examinée avec compréhension. M. Adkanye espère que la Commission approuvera toutes ces demandes, pour permettre aux neuf pays concernés de participer pleinement aux travaux de l'Assemblée à sa soixante et unième session. Les États Membres qui ont présenté des échéanciers de paiement et honoré leurs engagements à ce titre doivent être félicités.

60. **M. Roslan** (Malaisie) dit que lorsque l'on examine le barème des quotes-parts, il est essentiel de prendre en compte les divers facteurs socioéconomiques qui ont des incidences sur le bien-être des États Membres. Le principe de la capacité de paiement doit demeurer la base du calcul des taux de contribution. La délégation malaise appuie la recommandation du Comité des contributions tendant à ce que les taux du marché soient utilisés pour le calcul du barème des quotes-parts pour la période 2007-2009 mais doivent être remplacés par des taux de change corrigés des prix ou d'autres taux de conversion appropriés, au cas où ils entraîneraient des fluctuations et des distorsions excessives des données relatives au revenu national. La délégation malaise émet de sérieuses réserves quant à l'utilisation de la parité du pouvoir d'achat, notion qui n'est pas applicable dans de nombreux pays et qui ne permettrait pas de mesurer dans la pratique la capacité effective de paiement.

61. S'agissant de la période de référence, l'actuelle période de quatre ans et demi est raisonnable et la délégation malaise est disposée à considérer une période minimum de trois ans ou un maximum de six ans. S'agissant du taux plafond, il devrait refléter la capacité effective de paiement, le contribuant le plus important versant une part supérieure au plafond de 22 %. La délégation malaise serait toutefois disposée à examiner d'autres propositions visant à empêcher l'Organisation de devenir tributaire de la constitution d'un État Membre donné.

62. L'ajustement en raison de l'endettement est un élément essentiel du calcul du barème des quotes-parts. La plupart des pays en développement bénéficient également de l'ajustement pour revenu faible par habitant. Toutefois, certains États Membres se sont heurtés à des problèmes lorsque leur revenu national brut s'est situé au-delà du seuil d'ajustement entre différentes périodes de barème et la délégation malaise escompte avec intérêt un débat portant sur les mesures

éventuelles qui permettraient de résoudre le problème de la discontinuité.

63. Le Gouvernement malais n'est pas en faveur d'un recalcul annuel du barème des quotes-parts; cela rendrait les contributions imprévisibles pour les États Membres et entraînerait des dépenses supplémentaires au titre des examens techniques. Le nouveau barème des quotes-parts devrait être juste, équitable et équilibré et éviter dans toute la mesure possible des modifications radicales des contributions demandées aux États Membres. M. Roslan espère que tous les États Membres s'acquitteront de leurs contributions mises en recouvrement et régleront leurs arriérés sans condition, de manière que l'Organisation dispose d'un financement adéquat et stable.

64. **M. Farooq** (Pakistan) dit que, lors de l'examen du barème des quotes-parts, la Commission doit relever un défi, concilier des vues divergentes. Toutefois, un bon point de départ est l'accord sur le fait que la capacité de paiement doit constituer la base de toute nouvelle méthode. La capacité de paiement est le seul concept susceptible d'assurer un partage équitable des dépenses de l'Organisation, tout en tenant compte des limites des États en développement et des États les moins avancés.

65. L'ajustement pour faible revenu à l'intention des pays où le revenu par habitant est bas doit demeurer partie intégrante de la méthode de calcul du barème des quotes-parts, parce qu'il fournit un dédommagement modeste mais essentiel aux pays dont les économies ont pâti de l'évolution économique et politique mondiale. Pour cette raison, le taux d'allègement devrait retrouver son ancien niveau, à savoir 85 %. L'approche actuelle concernant l'encours de la dette utilisée pour le calcul de l'ajustement en raison de l'endettement des pays devrait être conservée, étant donné que l'endettement de nombre d'entre eux demeure impossible à gérer.

66. La délégation pakistanaise s'associe à la recommandation du Comité des contributions tendant à ce que le revenu national brut continue à constituer la base du calcul du barème des quotes-parts. Les autres possibilités, dont la parité de pouvoir d'achat, n'ont pas des bases techniques ou morales rationnelles et ne devraient pas être examinées. Si elles étaient appliquées, l'absence de données actualisées ou comparables pour la plupart des États Membres créerait d'importantes distorsions et des augmentations

soudaines et substantielles des quotes-parts des pays à faible revenu.

67. Les contributions des États Membres au budget de l'Organisation doivent être déterminées par la capacité de paiement, plutôt que par d'autres considérations telles que la responsabilité dans l'Organisation. Les États Membres doivent éviter la polarisation et la division. Les niveaux de contribution ne doivent pas être utilisés pour créer une force de pression politique. Le Pakistan a toujours honoré ses obligations financières, intégralement et en temps voulu, conscient du fait que l'Organisation ne peut s'acquitter de tous ses mandats et de toutes ses responsabilités que si elle dispose de ressources suffisantes. La crise financière qu'elle a connue par le passé doit être évitée à l'avenir.

68. **M. de la Peña** (Mexique) dit que, depuis la création de l'Organisation, le Mexique a estimé que les dépenses doivent être réparties en fonction de la capacité de paiement des États Membres. Aucun système visant la réalisation de cet objectif n'est parfait, mais tout système peut être amélioré. Pour ce motif, la délégation mexicaine a proposé des manières de rectifier les distorsions et les incidences négatives imputables à la méthode actuelle du barème des quotes-parts. Ces problèmes, qui sont apparus il y a des dizaines d'années, ne feront qu'empirer à mesure que les économies en développement et les économies en transition progresseront. Bien que la discontinuité dans l'ajustement pour faible revenu par habitant soit moins grave qu'auparavant, elle concernera davantage d'États Membres. En outre, le principal élément du calcul du barème des quotes-parts étant le produit national brut, les périodes de référence utilisées doivent être ajustées pour tenir mieux compte de la capacité de paiement, soit en éliminant le délai de deux ans s'agissant des données macroéconomiques soit en trouvant un autre moyen de faire en sorte que les méthodes de mesure à court terme reflètent plus étroitement la réalité économique.

69. La délégation mexicaine souhaiterait que le Comité des contributions lui fasse savoir combien de pays ont passé, entre deux barèmes, le seuil fixé pour l'ajustement pour faible revenu par habitant et combien le feront vraisemblablement pendant la durée d'application du prochain barème, au titre de la méthode actuelle. M. de la Peña se demande combien de pays se heurteront à un problème de discontinuité en matière d'ajustement pour faible revenu au cours des

trois ans à venir et si la fixation d'un deuxième seuil permettrait de résoudre ce problème. Le Mexique, conscient du délai de deux ans en matière de collecte des données, demande s'il serait utile de ramener une des périodes de référence de trois ans à deux ans; combien d'États communiquent effectivement des données officielles en temps voulu et comment on obtient des données relatives à des États qui ne les ont pas communiquées.

70. **M. Tal** (Jordanie) dit qu'à la soixantième session de l'Assemblée générale, la Commission a consacré beaucoup de temps à l'examen de la méthode de calcul du barème des quotes-parts. La délégation jordanienne espère que les membres de la Commission ne répéteront pas les vues déjà exprimées mais tireront plutôt parti des discussions passées. La capacité de paiement est le principal critère de répartition des dépenses de l'Organisation, en conséquence de quoi la méthode utilisée pour le barème doit refléter précisément ce principe et doit continuer à prendre en compte des plafonds et des seuils pour les pays en développement. En outre, les États Membres doivent avoir à l'esprit leur obligation juridique de régler leur contribution intégralement et en temps voulu. Ne pas le faire empêche l'Organisation des Nations Unies de s'acquitter de ses mandats et entrave les efforts visant à améliorer son activité.

71. Les données recueillies pour le calcul du barème des quotes-parts pour la période 2007-2009 doivent être fiables, à la fois pour disposer d'un panorama économique fidèle et pour permettre de suivre l'évolution économique dans le temps. Un ajustement approprié en raison de l'endettement étant essentiel pour aider les pays dans lesquels le rapport entre la dette et le produit national brut est élevé, la Jordanie est en faveur du maintien de l'approche relative à l'encours de la dette. À l'instar d'autres pays en développement, elle considère que l'augmentation considérable des quotes-parts ne s'est pas accompagnée d'une augmentation de sa capacité de paiement et espère que les pays en développement n'auront pas à assumer une part plus importante des charges financières. La Jordanie appuie également les échéanciers de paiement pluriannuels et prie tous les États visés par de tels échéanciers de s'y tenir. Les échéanciers de paiement pluriannuels doivent toutefois continuer à être volontaires. Les problèmes auxquels se heurte le groupe de pays auquel l'Article 19 de la Charte pourrait s'appliquer résultent de circonstances

économiques extrêmement graves; en conséquence, la Jordanie souhaite permettre à ces États de voter à l'Assemblée générale jusqu'à la fin de la session en cours.

72. **Mme Taylor Roberts** (Jamaïque) dit que sa délégation appuie les demandes de dérogation aux dispositions de l'Article 19 reçues d'un certain nombre d'États Membres avant la séance en cours ainsi que celle qui vient d'être reçue de Sao Tomé-et-Principe. À cet égard, la Commission devrait faire preuve de compréhension: ces États ne s'écartent pas des procédures établies sans bonnes raisons et le nombre de demandes de cet ordre faites directement à la Commission a diminué.

73. L'augmentation des contributions d'un barème à l'autre que connaît actuellement l'Angola et à laquelle la Jamaïque a fait face en 2004 est importante et excessive. Il devrait y avoir un mécanisme établi permettant de répondre à de telles situations, pour empêcher les États concernés d'être contraints à demander un traitement indulgent et les augmentations proprement dites devraient être échelonnées. Le principe le plus équitable de calculer le barème des quotes-parts demeure la capacité de paiement, de telle sorte que la Commission devrait sans retard examiner la distorsion la plus importante dans le système, à savoir le plafond de 22 % imposé s'agissant des contributions.

74. **M. Jha** (Népal) dit que l'excellent palmarès du Népal en matière de paiement des contributions mises en recouvrement témoigne de sa foi dans l'Organisation. L'Organisation ne peut efficacement réaliser les tâches qui lui ont été confiées que si elle dispose d'une base financière saine. Toutefois, certains États Membres accumulent les arriérés en raison de circonstances inévitables liées à des phénomènes socioéconomiques, politiques et naturels et en raison de leur endettement. Certains ont également accumulé des arriérés parce que l'augmentation des contributions mises en recouvrement était sans commune mesure avec leur capacité de paiement, principe fondamental. Toutefois, il convient de prêter une attention particulière aux pays qui sortent d'un conflit.

75. La Commission devrait examiner la possibilité d'utiliser la parité du pouvoir d'achat en tant que base du calcul du barème des quotes-parts avec une grande attention, pour déterminer si les chiffres ainsi obtenus sont fiables, vérifiables et comparables. Les pays en

développement, en particulier les pays les plus petits et les pays les moins avancés pâtissent de toute augmentation de leurs contributions. En conséquence, il convient de maintenir le taux plancher de 0,001 % et le taux de 0,010 % appliqués aux pays les moins avancés. Le Népal souscrit à la demande de dérogation au titre de l'Article 19 de la Charte faite par un groupe d'États, car c'est en raison de circonstances indépendantes de leur volonté qu'ils ne sont pas en mesure d'effectuer les versements minimums requis.

76. **Mme Udo** (Nigéria), parlant au nom du Groupe des États d'Afrique, dit que les demandes de dérogation aux dispositions de l'Article 19 de la Charte, qu'elles soient faites au Comité des contributions ou à la Cinquième Commission, sont généralement examinées avec sympathie. Elle espère que cela continuera à être le cas. Le Groupe des États d'Afrique estime qu'il convient de suivre les procédures établies et qu'il peut y avoir des exceptions pour des motifs compréhensibles. Dans certains cas, les missions de ces États à New York n'ont pas pu présenter les demandes en temps opportun.

La séance est levée à 12 h 35.